

# Adresse aux déserteurs de toutes les nations

*Dans un monde banal de barbarie, les attaques du Hamas le 7 octobre 2023 ont montré un nouveau pallier dans l'horreur, prétexte à l'hallucinant génocide des Gazaouis sous les bombes de Tsahal.*

Yoav GALANT, ministre israélien de la Défense, qualifiait d'animaux les Palestiniens. Plus aucune distinction n'est opérée entre civils et militaires : chaque population est considérée comme un grand corps, tout juste bon à être haché. Les deux chefferies en présence participent à ce bal sanglant, et nous somment de choisir notre tyran.

Israël négocie des traités de paix avec les États arabes voisins, pendant que crèvent les Gazaouis dans les ruines d'un territoire, pauvre, surpeuplé, sans eau, ni nourriture, ni soins, ni aucun espoir d'amélioration.

Si Gaza est pire qu'une prison, le Hamas est son geôlier appointé par Israël. En effet, afin d'endiguer les mouvements laïcs de la résistance palestinienne (Fatah, FPLP), les services de sécurité israéliens n'ont aucunement hésité à appuyer le Hamas en n'autorisant que l'ouverture de mosquées liées aux Frères musulmans (faisant doubler leur nombre entre 1967 et 1986) et en leur déléguant de fait les tâches caritatives, habituellement dévolues aux États. À l'usage il s'avère que l'islamisme se marie très bien avec le nationalisme. À défaut de supprimer la cause palestinienne, la manœuvre israélienne a permis de la discréditer. Depuis 30 ans, le Hamas se révèle l'allié objectif de la frange la plus réactionnaire du mouvement sioniste. Il garantit, par ses attentats sur la population civile, qu'aucune fraternisation entre prolétaires juifs et arabes ne sera possible.

Amos Yadlin, chef du renseignement militaire israélien, expliquait cette stratégie dès juin 2007 : « Israël serait heureux si le Hamas s'emparait de Gaza, parce que l'armée pourrait alors traiter Gaza comme un État hostile. »

Dénoncée par la jeunesse gazaouie, dans un Manifeste paru déjà en 2010, comme une :

**« organisation tentaculaire qui s'est étendue à travers la société, tel un cancer malveillant déterminé à détruire dans sa propagation jusqu'à la dernière cellule vivante », le mouvement frériste impose un conservatisme brutal à toute la société, ce qui supprime toute opposition et fait régner la terreur en Palestine.**

Parallèlement, alors que les jeunes israéliens se détachaient de plus en plus du militarisme et du nationalisme, les exactions du Hamas ont très opportunément ciblé cette jeunesse même et attaqué les endroits qui étaient les plus hostiles au gouvernement (le kibboutz de Beer'i, une rave party pour la paix, etc.). Voilà qui ressoude la société autour de ses piliers historiques : l'armée, la guerre, le racisme anti-arabe. Car, au-delà des éléments de langage des propagandistes zélés du sionisme (« Faire fleurir le désert. Une terre sans peuple pour un peuple sans terre »), Israël reste un État colonial militariste et rabbinique, doublé d'une économie artificielle, totalement dépendante pour sa survie, de l'aide diplomatique, économique et militaire des États-Unis.

L'utopie socialiste initiale, notamment avec le mouvement des kibboutz (villages collectivistes) a débouché sur un nettoyage ethnique, dès la guerre de 1948 contre les arabes. C'est devenu par la suite un enfer néolibéral et inégalitaire.

**Les conditions de la création de l'État-nation militariste d'Israël n'ont cependant rien d'exceptionnel, superposant une terre, un peuple / une nation et une langue / et, en bonus, une religion.**

L'État turc moderne, par exemple, s'est bâti sur le génocide de la population arménienne. La partition de l'Inde en 1947 s'est faite sur des bases ethno-religieuses qui ont

donné lieu à des transferts massifs de population et des massacres de très grande ampleur (1 million de morts). D'autres pays, lors de leur création ou ultérieurement, ont été livrés à des guerres entre gangs armés rivaux – prétendant agir au nom de telle ou telle bannière identitaire et eux-mêmes instrumentalisés par des impérialismes en concurrence – pour le contrôle du pouvoir et des ressources socio-économiques : Rwanda (génocide des Tutsis en 1994), Soudan du Sud (guerre civile 2013-2020)... La Yougoslavie – démantelée par les puissances occidentales au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes – a cédé la place à une myriade d'États, eux-mêmes en proie à des micro-patriotismes : ainsi, la minorité kosovare, qui est devenue majoritaire dans « son » propre pays en 1999, y discrimine les serbes.

Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes se transforme inévitablement en droit des États nouveaux à opprimer leurs minorités comme ils l'entendent.

À la lueur de ces exemples, comment croire que la solution à deux États en Palestine, telle que prônée par la communauté internationale, puisse aboutir à un règlement juste et durable du conflit ? Dans un monde où règnent des colonialismes rivaux, où les richesses font l'objet de conflits, où les notions de minorité et de majorité conservent encore leur fonction opératoire, comment penser que la simple partition de la Palestine sur des bases ethno-religieuses soit autre chose qu'une étape supplémentaire dans la perpétuation de la guerre ?

**Dans l'État juif prétendu démocratique, la conservation du caractère ultra religieux ne peut être garantie qu'en opprimant la population palestinienne et en déversant le « trop-plein » chez ses voisins arabes.**

Dans ces conditions, que deviendrait la minorité juive dans un État palestinien nouvellement créé ?

Quant à la solution alternative, dite à un État, celui de tous ses citoyens, de quoi

s'agirait-il ? D'un Israël élargi, où tout ou partie des Palestiniens seraient priés de rester au bas de l'échelle sociale ou de s'exiler pour ne pas remettre en cause la majorité juive ? D'un État arabe qui réduirait les Juifs à une minorité sans aucune garantie contre l'antisémitisme ? Comment imaginer que les deux peuples pourraient, sans une révolution radicale, oublier du jour au lendemain tous leurs clivages et toutes leurs haines pour s'unir dans une même communauté ? Selon l'*Internationale Situationniste* en 1967, le nouvel État ne serait, à l'instar d'Israël avant lui, « rien d'autre qu'une vulgaire société de classes, où [se reconstitueraient] toutes les anomalies des vieilles sociétés » avec ses divisions hiérarchiques, son racisme et ses oppositions ethniques.

La leçon prétendue réaliste n'est donc qu'absurde. La tâche des révolutionnaires n'est pas de proposer des solutions pour mieux gérer ce monde tel qu'il est, mais d'en construire un autre.

Refuser de diaboliser des peuples et des pays, ne faire allégeance à aucun nationalisme sous quelque forme que ce soit, tel est le chemin afin que les populations s'unissent, non pas en fonction de leur identité, mais en dehors de l'État-nation – avec ses minorités et ses majorités – pour lui substituer partout des communes, des conseils librement fédérés. L'État n'est pas la solution au problème du racisme, de l'antisémitisme ou de la corruption : il est le problème !

Nationalisme arabe et panislamisme, d'un côté, sionisme, de l'autre, sont les deux faces d'une même médaille. Leur affrontement spectaculaire se fait sur le dos des peuples, qui eux n'ont pas de patrie !

Vive les déserteurs, pionniers d'un monde sans guerre !

CNT-AIT

<http://cnt-ait.info>

